

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

CONVOCATIONS

ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

COEURFOREST

Groupement Forestier d'Investissement à capital variable
Siège social : 135, avenue de Wagram – 75017 PARIS
910 025 428 R.C.S. Paris
(le « GFI »)

Avis de convocation

Les associés du GFI COEURFOREST sont convoqués en Assemblée Générale Mixte
le mardi 16 juin 2026 à 09h00 au Centre Jouffroy – 70, rue Jouffroy d'Abbans – 75017 PARIS

*Ordre du jour***A titre Ordinaire :**

- Approbation des comptes et rapports annuels ;
- Affectation et répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
- Approbation des valeurs de la part (valeur comptable, valeur de réalisation, valeur de reconstitution) ;
- Approbation des conventions visées à l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier ;
- Autorisation à donner à la Société de Gestion de contracter des emprunts et accorder des garanties ;
- Approbation des plans simples de gestion ;
- Élection des membres du Conseil de Surveillance ;
- Information relative au transfert du mandat du Commissaire aux Comptes ;
- Information relative à l'évolution du nombre d'Experts forestiers indépendants ;
- Autorisation à donner à la Société de Gestion aux fins de souscrire aux engagements de gestion durable des articles 793.1.3°b du Code général des impôts et L.124-1 à L.124-4 du Code forestier ;
- Pouvoirs pour les formalités.

A titre Extraordinaire :

- Introduction d'un mécanisme de « compensation différée » des souscriptions et des retraits ; Modifications corrélatives de l'article 7 (« VARIABILITE DU CAPITAL ») et de l'article 9 (« RETRAIT DES ASSOCIÉS ») des statuts du GFI ;
- Modification des modalités de rémunération de la Société de Gestion ; Modifications corrélatives de l'article 20.2 « Rémunération de la Société de Gestion » des statuts du GFI ;
- Suppression du quorum requis pour les assemblées générales ordinaires et extraordinaires ; Modifications corrélatives des articles 27.2 (« Assemblées Générales Ordinaires ») et 27.3 (« Assemblées Générales Extraordinaires ») des statuts du GFI ;
- Modification de l'article 22 (« CONSEIL DE SURVEILLANCE ») des statuts du GFI ;
- Pouvoirs pour les formalités.

*Texte des résolutions***A titre Ordinaire :****PREMIÈRE RÉSOLUTION***Approbation des comptes et rapports annuels*

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion, du Conseil de Surveillance et du Commissaire aux comptes, approuve ces rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils lui sont présentés, lesdits comptes se soldant par un bénéfice de 28 130,77 euros.

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus à la Société de Gestion et au Conseil de Surveillance pour leur mission durant l'exercice écoulé.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Affectation et répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir constaté que les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025 se soldent par un bénéfice de 28 130,77 euros, décide conformément à la proposition faite par la Société de Gestion, d'affecter ce bénéfice de la manière suivante :

- en totalité au compte « *Report à nouveau* », dont le solde est ainsi porté de (38 804,82) euros à (10 674,05) euros.

TROISIÈME RÉSOLUTION

Approbation des valeurs de la part (valeur comptable, valeur de réalisation, valeur de reconstitution)

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la société CŒURFOREST, telles qu'elles sont déterminées par la Société de Gestion et qui s'élèvent au 31 décembre 2025 à :

- Valeur comptable : 13 858 567,26 euros, soit 170,00 euros par part ;
- Valeur de réalisation : 15 728 588,81 euros, soit 192,93 euros par part ;
- Valeur de reconstitution : 19 528 669,89 euros, soit 239,55 euros par part.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Approbation des conventions visées à l'article L.214-106 du Code monétaire et financier

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L 214-106 du Code monétaire et financier, approuve les conventions qui y sont visées.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Autorisation à donner à la Société de Gestion de contracter des emprunts et accorder des garanties

L'Assemblée Générale Ordinaire autorise la Société de Gestion (SOGENIAL IMMOBILIER), au nom du GFI CŒURFOREST, à contracter des emprunts, assumer des dettes, ou procéder à des acquisitions payables à terme dans la limite au total de 10 % maximum de la valeur des actifs de la Société détenus directement ou indirectement.

Cette limite pourra éventuellement être revue, à la hausse ou à la baisse, lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2026.

En conséquence, dans la limite fixée ci-dessus par l'Assemblée Générale, la Société de Gestion aura tous pouvoirs pour contracter, au nom du GFI CŒURFOREST, des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme.

En outre, l'Assemblée Générale prend acte du fait que la Société de Gestion aura tout pouvoir pour consentir, au nom du GFI CŒURFOREST, à l'organisme prêteur ou au vendeur dont le prix est payable à terme, toutes sûretés réelles ou personnelles correspondantes, en ce inclus la constitution de droits réels portant sur le patrimoine de la Société.

SIXIÈME RÉSOLUTION*Approbation des plans simples de gestion*

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des objectifs et du programme de coupe et travaux établis pour les forêts du GFI, approuve, dans les conditions de l'article L.331-4-1 du code forestier, les plans simples de gestion des massifs appartenant au portefeuille du GFI et mandate la Société de Gestion pour faire toutes démarches en vue de leur renouvellement, amendement, et/ou agrément en ligne avec politique de gestion du GFI et la Charte de gestion des forêts des GFI COEURFOREST.

SEPTIÈME RÉSOLUTION*Élection des membres du Conseil de Surveillance*

L'Assemblée Générale Ordinaire :

- prend acte du fait que les mandats des membres actuels du Conseil de Surveillance (la société MEXI&CO représentée par M. Stéphane CREMADES, Mme Éléonore DEDEYAN, M. Antoine DENIS de SENNEVILLE, M. François LOUBERSAC, M. Davor SIMAC, M. Thibault de FROISSARD-BROISSIA et Mme Christiane LE BOURNAULT) arrivent à échéance à l'issue de la présente Assemblée Générale ;
- prend acte de la décision de Mme Christiane LE BOURNAULT de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat ;
- décide, sur proposition de la Société de Gestion, de fixer le nombre exact de membres du Conseil de Surveillance à nommer (compris entre trois (3) et onze (11) conformément à l'article 22.2 des statuts du GFI) à six (6) membres.

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée Générale décide de nommer ou de renouveler en qualité de membres du Conseil de Surveillance, les six (6) candidats choisis parmi les personnes figurant dans la liste ci-après et ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages exprimés :

Prénom NOM / Dénomination sociale	Age	Nombre de parts	Fonction occupée dans le GFI	Activité/Profession
Mme Éléonore DEDEYAN	44 ans	278	Membre du Conseil de Surveillance	<ul style="list-style-type: none"> ○ De 2018 à 2022 : Directrice en financements LBO au sein de la banque japonaise SMBC à Paris ; ○ De 2022 à début 2025 : Responsable des financements pour les clients français de la banque privée de JP Morgan à Paris ; ○ CFO dans une start-up ; ○ Actionnaire d'une société qui accompagne les grandes enseignes dans leurs achats en matière de sécurité ; ○ Membre d'Inovexus, un club de Business Angels ○ Strategic Advisor au sein d'un club d'investisseurs spécialisé dans la reprise d'entreprise
M. Antoine DENIS de SENNEVILLE	45 ans	112	Membre du Conseil de Surveillance	<ul style="list-style-type: none"> ○ Head of Fund Management – AXA European Mandates chez BNP Paribas Asset Management Alts

M. Thibault de FROISSARD-BROISSIA	48 ans	278	Membre du Conseil de Surveillance	<ul style="list-style-type: none"> ○ Entrepreneur et co-fondateur de Dataïads, société spécialisée dans les technologies data et e-commerce. ○ Intervenant en data & digital marketing au sein du Master 2 Entrepreneuriat et Projets Innovants. ○ Président de la Fondation « La Maison des Orphelins » de Dole (Jura).
La société MEXI&CO, représentée par M. Stéphane CREMADES	47 ans	556	Président du Conseil de Surveillance	<ul style="list-style-type: none"> ○ Gérant de la société LOOKUP. ○ Président de la société HOLICARE. ○ Président du Conseil de Surveillance du GFI COEURFOREST 2.
M. Davor SIMAC	47 ans	278	Membre du Conseil de Surveillance	<ul style="list-style-type: none"> ○ De janvier 2019 à février 2022 : Natixis – Public Institutions (SSA) solutions sales ; Fixed Income and Equity Solutions Sales pour clients SSA ; Couverture de clients Supranationaux, Agences publiques, Fonds souverains, Banques centrales en Europe ; Focus on EU institutions, Nordics and Central and Eastern Europe ; ○ Depuis février 2022 : Co-fondateur et Président de la société Aurea Prima. ○ Membre du conseil de surveillance du GFI COEURFOREST 2.
M. François LOUBERSAC	58 ans	278	Membre du Conseil de Surveillance	<ul style="list-style-type: none"> ○ Président de la société L.M.2.F., holding de gestion d'actifs fondée en 2007 ; ○ Associé dans plusieurs <i>start-ups</i> ; ○ Co-Fondateur de la société COEURFOREST en 2021 ; ○ Élu Juge Consulaire au Tribunal de Commerce de Castres ; ○ Depuis septembre 2021 : Président de l'association Tarn Nature Sauvage ; ○ 2025 : Obtention d'un Master 2 Finance à l'IAE Paris Sorbonne (mémoire sur les GFI) et un DU Droit des Entreprises en Difficultés à Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

HUITIÈME RÉSOLUTION*Information relative au transfert du mandat du Commissaire aux Comptes*

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte du transfert, par le cabinet Grant Thornton, de son mandat de Commissariat aux comptes du GFI, au cabinet de Commissariat aux comptes Emperia Audit Partners (992 469 189 RCS NANTERRE) présidé par Monsieur Vasken Nerguiz, expert-comptable et commissaire aux comptes, précédemment associé du cabinet Grant Thornton.

NEUVIÈME RÉSOLUTION*Evolution du nombre d'experts forestiers indépendants*

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte du fait que, compte tenu de l'augmentation du nombre d'acquisitions réalisées par le GFI partout en France, la Société de Gestion nommera le cabinet Antoine de Soultrait en qualité de second expert évaluateur indépendant, en complément du cabinet Lorne, qui était seul expert évaluateur indépendant du GFI depuis sa création. Ceci permettra de réduire les délais des expertises indépendantes à réaliser en amont des acquisitions potentielles, en permettant d'être plus facilement présent et réactif sur l'ensemble du territoire national.

DIXIÈME RÉSOLUTION*Autorisation à donner à la Société de Gestion aux fins de souscrire aux engagements de gestion durable des articles 793.1.3°b du Code général des impôts et L.124-1 à L.124-4 du Code forestier*

L'Assemblée Générale Ordinaire autorise la Société de Gestion à prendre, tant pour le compte du GFI que pour ses associés et leurs ayants-cause, les engagements suivants :

- Appliquer, de manière continue, aux bois et forêts détenus par un associé, pendant une durée minimale de trente (30) ans à compter de chaque transmission de parts à titre gratuit ou par succession, l'une des garanties de gestion durable prévues aux articles L.124-1 à L.124-4 et à l'article L.313-2 du Code forestier ;
- En cas de détention de friches ou de landes, procéder à leur reboisement, dans un délai de cinq (5) ans suivant la délivrance du certificat visé à l'article 793.1.3°a du Code général des impôts, puis les soumettre au régime prévu au b du 2° du 2. du même article ;
- En cas de détention de terrains pastoraux, les soumettre pendant une durée de trente (30) ans à un régime d'exploitation normal ou, à défaut, procéder à leur reboisement.

En outre, l'Assemblée Générale confère mandat à la Société de Gestion afin de délivrer, à première demande de tout héritier, légataire ou donataire de parts de la Société, tout document attestant de la souscription des engagements visés ci-dessus.

ONZIÈME RÉSOLUTION*Pouvoirs pour les formalités*

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme de la présente minute à l'effet d'accomplir et effectuer toutes formalités légales et sociales qui pourraient s'avérer nécessaires.

A titre Extraordinaire :**PREMIÈRE RÉOLUTION**

*Introduction d'un mécanisme de « compensation différée » des souscriptions et des retraits ;
Modifications corrélatives de l'article 7 (« VARIABILITE DU CAPITAL »)
et de l'article 9 (« RETRAIT DES ASSOCIÉS ») des statuts du GFI*

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de la Société de Gestion et de l'avis favorable du Conseil de Surveillance :

- (i) autorise l'introduction d'un mécanisme de « compensation différée » aux termes duquel les demandes de retraits pourront être compensées avec les fonds disponibles provenant des souscriptions réalisées sur la période des douze derniers mois précédant la demande de retrait, dans la limite d'un pourcentage de 2% la valeur de reconstitution du GFI par mois, et sous réserve :
 - a. que le GFI dispose d'une trésorerie disponible représentant au moins 3% de l'actif du GFI ; et
 - b. que le capital social effectif du GFI ne se réduise pas, sous l'effet de la variabilité, en dessous de 90% du capital social effectif constaté par la Société de Gestion le 31 décembre de l'exercice précédent.
- (ii) décide, en conséquence de ce qui précède, de modifier corrélativement l'article 7 (« VARIABILITE DU CAPITAL ») et l'article 9 (« RETRAIT DES ASSOCIÉS ») des statuts de la Société comme suit :

- **Article 7 (« VARIABILITE DU CAPITAL »)**

ANCIENNE REDACTION**« ARTICLE 7 – VARIABILITE DU CAPITAL**

[...]

Il peut également diminuer par suite de retraits d'un Associé de la Société dans les conditions prévues par l'article 10 des statuts. »

NOUVELLE REDACTION**« ARTICLE 7 – VARIABILITE DU CAPITAL**

[...]

Il peut également diminuer par suite de retraits d'un Associé de la Société dans les conditions prévues par l'article 10 des statuts, et notamment en cas de retraits compensés par une souscription se réalisant via des fonds collectés au cours des douze (12) mois précédant la période de compensation en cours, dans la limite d'un pourcentage de 2% la valeur de reconstitution du GFI par mois, et sous réserve :

- a. que le GFI dispose d'une trésorerie disponible représentant au moins 3% de l'actif du GFI ; et*
- b. que le capital social effectif du GFI ne se réduise pas, sous l'effet de la variabilité, en dessous de 90% du capital social effectif constaté par la Société de Gestion le 31 décembre de l'exercice précédent. »*

Le reste de l'article 7 demeure inchangé.

- **Article 9 (« RETRAIT DES ASSOCIÉS »)**

ANCIENNE RÉDACTION**« ARTICLE 9 – RETRAIT DES ASSOCIÉS**

Le capital social effectif de la Société peut être réduit par le retrait total ou partiel d'un ou plusieurs Associés, l'exercice de ce droit étant limité dans les conditions prévues ci-dessous.

[...]

Le remboursement de l'Associé ayant demandé le retrait de la Société sera effectué sur la base d'un prix de retrait, déterminé selon les modalités suivantes :

→ si des demandes de souscriptions existent, pour un montant au moins égal à la valeur de retrait, égale au prix de souscription applicable au jour où la demande de retrait a été adressée diminué de la commission de souscription hors taxes, le règlement des Associés ayant demandé le retrait sera effectué sans autre délai que le délai administratif normal de régularisation.

[...] »

NOUVELLE RÉDACTION

« **ARTICLE 9 – RETRAIT DES ASSOCIÉS**

Le capital social effectif de la Société peut être réduit par le retrait total ou partiel d'un ou plusieurs Associés (notamment en cas de retraits compensés par une souscription se réalisant via des fonds collectés au cours des douze (12) mois précédant la période de compensation en cours), l'exercice de ce droit étant limité dans les conditions prévues ci-dessous.

[...]

Le remboursement de l'Associé ayant demandé le retrait de la Société sera effectué sur la base d'un prix de retrait, déterminé selon les modalités suivantes :

→ si des demandes de souscriptions existent ou si des souscriptions ont été réalisées via des fonds collectés au cours des douze (12) mois précédant la période de compensation en cours, pour un montant au moins égal à la valeur de retrait, égale au prix de souscription applicable au jour où la demande de retrait a été adressée diminué de la commission de souscription hors taxes, le règlement des Associés ayant demandé le retrait sera effectué sans autre délai que le délai administratif normal de régularisation.

[...]. »

Le reste de l'article 9 demeure inchangé.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Extraordinaire prend acte du fait qu'une description détaillée des modalités de fonctionnement du mécanisme de « compensation différée » est également insérée dans la note d'information du GFI.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

*Modification des modalités de rémunération de la Société de Gestion ;
Modifications corrélatives de l'article 20.2 « Rémunération de la Société de Gestion »
des statuts du GFI*

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide d'abandonner les modifications des taux de rémunération de la Société de Gestion initialement prévues à compter du 1^{er} janvier 2027.

En conséquence :

- Le montant de la commission de gestion demeurerait plafonné à 0,74% HT maximum de la valeur des actifs du GFI, au lieu d'une hausse à 0,95% HT maximum.
- Le montant de la commission de souscription demeurerait plafonné à 10% HT maximum du prix de souscription (prime d'émission incluse), au lieu d'une baisse à 8% HT pour les souscriptions à venir ;

L'article 20.2 des statuts du GFI sont ainsi rédigés comme suit :

« **20.2. Rémunération de la Société de Gestion**

[...]

A. Commission de souscription

Une commission de souscription de 10% HT maximum (soit 12 % TTC au taux actuellement en vigueur) du prix de souscription, prime d'émission incluse, est versée par le GFI à la Société de Gestion.

[...]

B. Commission de gestion

Conformément à l'article 422-249-2 du Règlement Général de l'AMF, l'assiette de la commission de gestion est basée sur la valeur vénale des actifs gérés (biens forestiers, liquidités et valeurs assimilées).

La commission de gestion versée par le GFI est fixée à 0,74% HT maximum (soit 0,888% TTC au taux actuellement en vigueur) de la valeur des actifs du GFI (biens forestiers, liquidités et valeurs assimilées).

[...] ».

Le reste de l'article 20.2 des statuts demeure inchangé.

TROISIÈME RÉOLUTION

*Suppression du quorum requis pour les assemblées générales ordinaires et extraordinaires ;
Modifications corrélatives des articles 27.2 (« Assemblées Générales Ordinaires ») et
27.3 (« Assemblées Générales Extraordinaires ») des statuts du GFI*

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance de l'ordonnance n°2025-230 du 12 mars 2025 relative aux organismes de placement collectif, décide de supprimer le quorum requis pour les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Les articles 27.2 (« Assemblées Générales Ordinaires ») et 27.3 (« Assemblées Générales Extraordinaires ») des statuts du GFI sont ainsi modifiés comme suit :

ANCIENNE RÉDACTION

« 27.2. Assemblées Générales Ordinaires

[...]

*Elle délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire. **Pour délibérer valablement sur première convocation, l'Assemblée Générale Ordinaire doit se composer d'un nombre d'Associés représentant au moins un quart du capital social.***

Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué sur deuxième (2^{ème}) convocation une nouvelle Assemblée Générale qui se réunit au moins six (6) jours après la date de l'insertion de l'avis de convocation ou la date d'envoi de la lettre de convocation. Cette Assemblée Générale délibère valablement, quel que soit le nombre d'Associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, uniquement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première (1^{ère}) réunion.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des voix des Associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

27.3 Assemblées Générales Extraordinaires

[...]

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Extraordinaire sur première convocation doit être composée d'Associés représentant au moins la moitié du capital social, et ses décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les Associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

Si cette condition de quorum n'est pas remplie, il est convoqué sur deuxième (2^{ème}) convocation une nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire qui se réunit au moins six (6) jours après la date de l'insertion de l'avis de convocation ou la date d'envoi de la lettre de convocation. Cette Assemblée Générale Extraordinaire délibère valablement, à la majorité des voix des Associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, et ce quel que soit le nombre d'Associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, uniquement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première (1^{ère}) réunion. ».

NOUVELLE RÉDACTION

« 27.2. Assemblées Générales Ordinaires

[...]

Elle délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Elle délibère valablement quel que soit le nombre d'Associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des voix des Associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

27.3 Assemblées Générales Extraordinaires

[...]

Elle délibère valablement quel que soit le nombre d'Associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance. ».

Le reste des articles 27.2 et 27.3 demeurent inchangés.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Modification de l'article 22 (« CONSEIL DE SURVEILLANCE ») des statuts du GFI

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'article 22 (« CONSEIL DE SURVEILLANCE ») des statuts du GFI afin de modifier les stipulations relatives à la nomination des membres du Conseil de Surveillance.

En conséquence l'article 22 des statuts du GFI est désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 22. CONSEIL DE SURVEILLANCE

[...]

22.2 Nomination

Le Conseil de Surveillance est composé d'au moins trois (3) membres et de onze (11) au plus, pris parmi les Associés et nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée de trois (3) exercices (étant précisé que le nombre exact de membres du Conseil de Surveillance est fixé, lors de chaque renouvellement de mandats, par la société de gestion).

[...] »

Le reste de l'article 22 demeure inchangé.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Pouvoirs pour les formalités légales

L'Assemblée Générale Extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal, afin d'accomplir toutes les formalités légales prescrites par la Loi.